

GUIDE DE L'EMERGENCE AFRICAINE

**L'émergence
de l'Afrique en
50 idées
clés**

Thierry HOT
Emmanuel BABISSAGANA
FRED EBONGUE MAKOLLE

REBRANDING AFRICA FORUM
GUIDE DE L'ÉMERGENCE AFRICAINE

*L'émergence de l'Afrique
en 50 idées clés*

INTRODUCTION

« L'émergence de l'Afrique, à quel prix ? ». Tel est le thème directeur de la première édition du *Rebranding Africa Forum* organisé à Bruxelles le 18 octobre 2014 par le magazine panafricain *Notre Afrik*, à l'initiative de son promoteur, Thierry Hot. Entre autres objectifs de ce rendez-vous inédit auquel ont répondu quelque 400 participants et personnalités de haut niveau venus du monde entier :

- mettre en exergue les transformations en profondeur dont l'Afrique a aujourd'hui besoin pour faire peau neuve et réaliser son aspiration à l'émergence ;
- mettre en réseau personnalités politiques, experts, universitaires, institutions bancaires, chefs d'entreprises, investisseurs et partenaires au développement, représentants de la société civile et des diasporas, médias, etc. afin de créer les synergies nécessaires à l'émergence du continent ;
- replacer l'Afrique au centre de l'Europe et du monde, et réaffirmer la fierté d'appartenir à un continent en marche vers sa renaissance.

Si au début des années 1980, l'émergence est avant tout un concept économique, avec le temps, elle renvoie davantage à une vision holistique et multidimensionnelle de la problématique du développement, et embrasse à ce titre tous les secteurs, économique, social, culturel et politique. Elle renvoie également à un certain nombre de critères et conditions essentiels, la transparence générale dans la gestion des fonds publics, des institutions et de la constitution ; la transformation locale des matières premières en relevant le défi de l'industrialisation ; la capacité militaire d'assurer la défense et la paix sur son territoire ; la capacité à choisir librement et en toute transparence ses dirigeants ; une souveraineté politique et économique plus affirmée ; ou encore la capacité à assurer à ses populations l'accès aux soins de santé et à l'éducation, etc. Comment l'Afrique peut-elle parvenir à satisfaire ces conditions ? Quand et selon quelles modalités ? Pour ce faire, quels types de partenariats faut-il nouer ? Comment envisager ou déclencher une dynamique endogène d'émergence ? Autant de questions abordées au cours du *Rebranding Africa Forum*, et dont l'essentiel des réponses est repris ici, en 50 idées clés de l'émergence. Regroupées sous trois catégories, socio-économique, sociopolitique et socioculturelle, elles se déclinent, *in fine*, comme un véritable guide de l'émergence africaine.

Au plan Socio-économique



1- Faire un diagnostic exhaustif et sans complaisance des facteurs et des raisons qui retardent l'essor économique du continent



L'Afrique ne peut sérieusement nourrir l'ambition d'un nouveau départ économique si elle ne commence par faire l'inventaire des renoncements, fautes et causes qui, hier et aujourd'hui encore, expliquent son retard sur ce plan et bien d'autres semblables ou connexes. Cela suppose également une connaissance exhaustive et une conscience aiguë des atouts économiques du continent.

2- Elaborer, au niveau continental, une vision d'avenir de l'émancipation économique de l'Afrique

Cette vision tiendra compte des spécificités nationales et régionales. Elle devra en outre être accompagnée d'un plan d'actions concret, à court, moyen et long termes, avec des mécanismes de mise en œuvre et de suivi, des évaluations régulières et des bilans d'étapes. Cela évitera d'entretenir le syndrome africain du foisonnement d'idées stériles et sans lendemain.

3- Elaborer un plan concerté et intégré d'industrialisation de l'Afrique



D'une part, cela permettra d'éviter la dispersion des énergies. D'autre part, face aux géants européens, américains et asiatiques, nous n'avons d'autre alternative, pour émerger, que de nous regrouper pour construire des pôles industriels forts et compétitifs. Ce n'est qu'au prix d'un tel effort, dans le respect des normes environnementales requises, que l'Afrique pourra explorer et exploiter au mieux ses incommensurables ressources. Pour ce faire, un accent particulier devra être mis notamment sur l'industrie manufacturière, l'industrie de conservation, de transformation et de production. Car il n'y a pas de développement et de création d'emplois sans production.

4- Mettre l'accent sur le développement concerté et intégré des infrastructures d'énergie et de transports

L'énergie est le moteur de tout développement. Et il est assez révélateur à ce propos que l'essentiel des conflits dans le monde portent sur la conquête ou la conservation des sources d'énergie. Aussi, l'Afrique doit-elle faire de la production de l'énergie un impératif absolu, en créant les synergies nécessaires pour ne pas, là aussi, disperser les énergies et dupliquer les mêmes unités à petite échelle ci et là, sans réel potentiel d'émancipation collective. Il en est de même des infrastructures de transport dont le développement accélère naturellement les échanges commerciaux, la mobilité, la création de richesses, etc.

5- Construire le marché commun panafricain en levant les barrières à la libre circulation des biens, des marchandises et des personnes

L'Afrique ne gagnera la bataille contre le sous-emploi, les inégalités et l'exclusion que si elle parvient à créer un marché intérieur créateur d'opportunités, de richesses, d'emplois, etc. La levée des barrières douanières et commerciales, les obstacles à la mobilité des personnes et des capitaux se révèlent dès lors être des impératifs absolus.

6- Accélérer l'intégration des banques aux niveaux régional et continental

Cette intégration a précisément pour objectif de faciliter et d'accélérer les échanges commerciaux ainsi que les mouvements de capitaux à l'intérieur du continent. La simplification des opérations financières et bancaires est un indéniable catalyseur de l'activité économique, et donc de la création et de la redistribution des richesses.

7- Faire jouer pleinement aux banques en Afrique leur rôle de soutien au développement de l'activité économique

Pour ce faire, l'Etat doit mettre en place les incitations fiscales adéquates, pour que les établissements financiers assouplissent leurs critères d'octroi de crédit à l'investissement, et adaptent leurs modes de financement des PME et PMI aux réalités économiques locales et aux nécessités de développement du continent.

8- Revenir aux fondamentaux, en soutenant la création de petites et moyennes unités de production

C'est ce qu'a notamment compris le Nigéria, première économie du continent. Dans un environnement économique global marqué par des rapports de force et une dépendance réciproque sans cesse croissante, il est vital pour les économies africaines de reposer d'abord sur un tissu économique et un dynamisme intérieurs forts. L'Afrique ne saurait indéfiniment dépendre principalement de l'investissement et des capitaux extérieurs. Pour y remédier, des politiques de soutien à la création d'entreprises doivent davantage être promues et développées, avec l'appui du secteur bancaire.

9- Promouvoir et soutenir le développement du secteur privé, ainsi que l'investissement local

Dans un environnement économique dominé par le libéralisme, la charge de la création des emplois se déplace naturellement de l'Etat vers le secteur privé. Ce qui est encore loin d'être le cas dans l'immense majorité des pays africains. Cette anomalie

ne peut être corrigée que si les Etats africains prennent des mesures administratives, fiscales et économiques en vue de favoriser l'émergence et le développement d'un secteur privé fort et d'acteurs économiques locaux.

10- Articuler de manière adéquate l'économie formelle et l'économie informelle

Actuellement, le rapport entre ces deux « secteurs économiques » est largement en faveur de l'économie informelle, avec une moyenne de 70% sur le continent, et jusque 90% dans plusieurs pays. Il en résulte d'énormes pertes financières pour les Etats, qui ne peuvent prélever l'impôt ou les taxes sur de larges pans de l'activité économique. Il importe donc d'inverser ce rapport de prévalence entre le formel et l'informel, de manière méthodique et progressive, en se donnant préalablement le temps et les moyens de comprendre les raisons d'un tel état de choses, afin de pouvoir y remédier adéquatement. Il faut, en outre, trouver des mécanismes, des stratégies et des incitations pour favoriser et accompagner la nécessaire migration des activités économiques de l'économie informelle vers le secteur formel.

11- Reconquérir une plus grande marge de manœuvre ou d'autonomie dans la détermination des politiques économiques

Il est ici question de sortir du carcan des politiques économiques décidées ailleurs, sans l'Afrique et contre elle, par les institutions de Bretton Woods ou le club de Paris. Ces sinistres programmes d'ajustement structurel doivent être ajustés aux réalités et nécessités locales, et laisser aux Etats la souplesse ou la flexibilité nécessaires pour répondre aux imprévus et réaliser leurs propres plans de développement. Il y va à la fois de la résilience des économies africaines et surtout de l'indépendance de nos Etats, pour autant qu'ils se donnent les moyens humains et matériels à la hauteur de leurs ambitions, et en l'occurrence de leur désir d'émergence.

12- Investir fondamentalement dans l'humain, premier facteur de développement économique

La proposition consiste à mettre sur pied des programmes et mécanismes en vue de garantir, à court ou moyen terme, à chaque Africain le minimum de conditions matérielles, culturelles et spirituelles sans lesquelles il ne saurait déployer tout son potentiel au service de l'émergence du continent.

La sécurité alimentaire, la santé, l'accès obligatoire à l'école, à la formation, l'accès à la propriété comme rempart contre la pauvreté, la paix et la sécurité, entre autres, sont en effet de ces préalables qui créent ou libèrent de façon optimale les

possibilités de travailler, de produire, de créer, d'innover, de consommer, et ainsi de contribuer au développement.

13- Favoriser la création des syndicats et d'associations professionnelles

L'expérience montre en effet que dans les pays où les associations professionnelles et les mouvements syndicaux sont organisés et forts, les conquêtes sociales sont effectives, et l'activité économique conserve un visage humain. Or, l'Afrique souffre énormément d'une carence syndicale et associative. D'où des conditions de travail et salariales généralement déplorables. Une dynamique associative et syndicale forte sur le continent aurait, entre autres effets, d'améliorer les conditions salariales et de travail. Il en résulterait une augmentation du pouvoir d'achat des travailleurs, une plus grande capacité de consommer et ainsi d'accélérer le développement économique.

14- Consolider et promouvoir la bonne gouvernance économique



Il importe en effet de garantir une gestion économique saine et transparente, de manière à assurer une redistribution équitable des fruits du progrès. Cette transparence est notamment requise dans la gouvernance des ressources naturelles. Il importe de prendre des mesures crédibles de lutte contre la gabegie, la corruption, les détournements de fonds et autres maux de même nature qui minent la gouvernance économique et le développement du continent. La maîtrise de la dépense publique fait également partie de ces mesures d'assainissement économique.

15- Améliorer davantage l'environnement des affaires

Il s'agit du cadre législatif, règlementaire, contractuel, de manière à faciliter l'essor de l'activité économique et d'attirer davantage d'investisseurs. L'Ohada, l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires constitue à cet égard un cadre approprié à renforcer et à vulgariser, de manière à assurer le maximum de garanties aux investisseurs. En revanche, il importe également de créer et renforcer les mécanismes de lutte contre les flux financiers illicites. Ces flux impliquent surtout les multinationales et grandes entreprises qui font des profits substantiels sur le continent et les rapatrient de manière illicite dans leurs pays d'origine. Le manque à gagner pour le continent est estimé en milliards de dollars US chaque année.

16- Diversifier les économies africaines

Bon nombre de pays du continent sont caractérisés par des économies de rente basées sur une ou quelques ressources naturelles. Or celles-ci ne sont pas inépuisables et l'évolution de leurs cours échappe de manière générale aux pays africains. La diversification des économies africaines et leur réorientation partielle vers la production à destination du marché intérieur s'avère par conséquent être une option à la fois préventive et indispensable pour leur survie.

17- Accorder plus de responsabilités politiques et économiques aux femmes

Les femmes sont réputées douées de qualités spécifiques et d'atouts particuliers que l'on exploite assez peu et dont on se prive à tort. La **Pugnacité** (la capacité à se battre), un **pragmatisme** « inné », une incontestable **résilience** (la capacité à rebondir lorsque les événements imprévus se produisent), ou encore une **propension à épargner supérieure à l'homme** : Elles dépensent plus souvent mais moins. Du coup elles épargnent en secret pour sécuriser la famille. Pour ces raisons et bien d'autres semblables,



l'on considère qu'investir dans la femme africaine, lui faire davantage confiance, c'est créer un cercle vertueux. Le message vise naturellement les décideurs politiques et économiques du continent.

18- Développer davantage des partenariats économiques Sud-Sud, et diversifier les partenariats Sud-Nord

Il s'agit ainsi de réduire la dépendance économique vis-à-vis de quelques vieilles puissances, en s'ouvrant toujours plus aux économies émergentes et notamment aux BRICS (Brésil-Russie-Inde-Chine-Afrique du Sud). D'autre part, au regard de l'irrésistible attrait de nos ressources naturelles, et de la ruée qu'elles suscitent de par le monde, il importe de faire jouer au maximum la concurrence afin que le continent en tire le maximum de bénéfices. C'est l'idée de partenariats équitables et gagnants qu'il est ici question de mettre systématiquement en œuvre.

19- Renforcer davantage les synergies avec les diasporas

Plusieurs rapports et études établissent que les fonds envoyés par les diasporas sur le continent sont supérieurs à « l'aide au développement » que l'Afrique reçoit. C'est dire le potentiel économique de celles-ci. Il importe toutefois de le canaliser, de créer des cadres et des mécanismes d'accompagnement qui permettent aux fonds transférés d'être économiquement plus efficents. Pour ce faire, l'idée d'un ministère exclusivement chargé de la diaspora, qui est encore embryonnaire sur le continent, devrait être davantage prise au sérieux et examinée par chaque Etat africain.

20- Mener des politiques économiques keynésiennes

Face à l'inexorable domination du libéralisme, les économies faibles, comme le sont de manière générale celles des pays africains, ne sauraient prendre le risque d'une ouverture totale et sans condition de leurs marchés aux économies plus fortes, dont les produits à la consommation et à l'exportation sont subventionnés. Il appartient par conséquent à l'Etat, dans la logique keynésienne, de s'imposer comme régulateur ultime de l'activité économique, et comme garant d'une redistribution équitable des richesses. Il ne saurait laisser ce soin à « la main invisible du marché », comme le préconisent les tenants du néolibéralisme.

Au plan sociopolitique



21- Commander un rapport et des études sérieuses sur les conséquences de la « non Afrique »

Sur le modèle du « rapport sur la non Europe », il s'agit primordialement pour les Africains de faire des études sérieuses pour évaluer ou estimer l'immensité des pertes qui résultent du déficit d'intégration aux niveaux régional et continental. Sur cette base, l'on pourra mieux cerner les étapes à franchir, progressivement et méthodiquement, vers une intégration politique du continent. L'agenda 2063 de l'Union africaine comporte des prémisses intéressantes qui vont dans ce sens.

22- Sortir des logiques nationalistes et se doter d'un agenda crédible pour l'intégration politique au niveau régional et continental

Dans un monde globalisé où les regroupements régionaux deviennent chaque jour davantage une nécessité vitale, l'Afrique ne saurait prétendre émerger tant que les Etats resteront campés dans des logiques nationales ou nationalistes. C'est le moyen le plus sûr de demeurer à la traîne, et de faire de l'émergence un vœu pieux, pire, un trompe-l'oeil que la praxis politique infirme au quotidien. Unis, les Africains seront plus forts et à même de mieux relever les défis qui minent leur essor, prévenir plus efficacement les guerres, l'insécurité, les famines, les épidémies et combattre la pauvreté, etc. Le chantier de l'intégration ne peut plus traîner et se limiter aux déclarations d'intention relativement stériles. Les dirigeants africains doivent enfin percevoir l'archaïsme, voire la folie des égoïsmes nationaux et, pire, individuels.

23- Se doter d'une armée ou d'une force d'intervention crédible au plan régional et continental

Depuis Cheikh Anta Diop et bien avant, tous les spécialistes de géopolitique et les leaders panafricains ont insisté sur la nécessité d'une force africaine crédible et capable d'assurer la paix sur le continent. Car sans paix, pas de développement. Or, bon nombre de conflits en Afrique sont plus ou moins orchestrés par des puissances étrangères qui redoutent la paix et l'unité du continent, et qui assurent un soutien militaire à des rébellions ou à des potentats locaux chargés de préserver leurs intérêts et non ceux des Africains. On ne saurait arrêter cette spoliation de l'Afrique sans une force continentale crédible. C'est une question de volonté politique avant tout. C'est aussi une nécessité économique et une condition sine qua non de l'émergence du continent africain.

24- Renforcer la démocratie et la bonne gouvernance

S'il est une hypothèque qui mine la vie politique africaine, c'est le déficit chronique de la pratique démocratique et notamment de la transparence électorale. Tous les pays africains doivent se doter de mécanismes susceptibles de favoriser des processus électoraux libres, transparents et non susceptibles de contestation. C'est un préalable non négociable et incontournable sur la voie de l'émergence.

25- Crée des institutions politiques fortes

Des institutions politiques fortes garantissent une stabilité politique et une paix intérieure indispensables à toute émancipation économique. La stabilité rassure les investisseurs, encourage les entrepreneurs et met en confiance les consommateurs, toutes choses nécessaires à un projet d'émergence. Dans cette perspective, les Etats africains doivent, sans délai, envisager les modalités permettant de conférer à la Commission de l'Union africaine des pouvoirs plus étendus et plus contraignants, en s'inspirant du modèle de la Commission européenne. Il doit en être de même d'autres institutions comme le MAEP (Mécanisme africain d'évaluation par les pairs), la Charte africaine de la démocratie, ou encore la Cour africaine des droits de l'homme, etc. Il nous faut des institutions à la hauteur de nos ambitions !

26- Renforcer les institutions régionales et refonder l'Union africaine

Nul ne saurait ignorer, les Africains les premiers, que la grande diversité du continent, du Nord au Sud, de l'Est à l'Ouest, et la variété des enjeux et défis qui en résulte, constituent des freins à l'unité et à l'efficacité de l'Union africaine. Une approche méthodique de l'émergence requiert donc que les Etats africains commencent par renforcer les institutions régionales, par y opérer les transformations nécessaires à une authentique intégration. L'Union africaine (UA), refondée et dotée de moyens conséquents, serait alors chargée de coordonner non plus les agendas d'une cinquantaine de pays, mais ceux des principales organisations regroupant les quatre régions du continent, avec leurs annexes dont la pertinence demeurerait avérée (CEEAC, CEDEAO, SADC, UMA, et CEMAC, CEN-SAD, COI, COMESA, EAC, ECOWAS, IGAD, UEMOA, etc.). L'UA n'aura de force que celle que lui donneront ces institutions régionales. Au regard de son fonctionnement actuel, elle semble condamnée à demeurer stérile, voire folklorique, ce d'autant que la majorité de son budget de fonctionnement émane de l'extérieur, y compris même le bâtiment abritant son siège qui est un don de l'Etat chinois. Comment peut-elle dans ces conditions être un levier de l'émancipation africaine ? Sa refondation sur les bases sus indiquées s'avère donc urgente.

27- Créer une Cour pénale africaine

L'humiliation que connaît aujourd'hui l'Afrique à travers les poursuites sélectives de la Cour pénale internationale (CPI) appelle les Africains à assumer plus que jamais leurs responsabilités sur le plan de la répression des crimes de masse commis sur le continent. La CPI ne profite en effet que du vide ou de l'insuffisance de la répression pénale qui chez nous est manifeste. L'Afrique doit combler ce vide, en créant non pas une cour criminelle cosmétique, mais une véritable cour pénale dotée de pouvoirs et moyens conséquents. C'est le prix à payer pour endiguer les crimes de masse sur le continent de manière équitable, et loin des jeux politiciens et des pressions politiques extérieures. La création d'une telle cour aurait alors, entre autres corollaires, l'adoption unanime, à l'échelle continentale, d'accords de coopération judiciaire et notamment d'extradition. Ce qui empêcherait que des dictateurs sanguinaires trouvent refuge en terre africaine.... En revanche, l'Afrique devrait aussi s'accorder sur le plan judiciaire pour refuser toute extradition de ses ressortissants en dehors du continent. Ce sera en outre une belle manière de se sortir du « piège » de la CPI qui, statutairement, n'a qu'un rôle subsidiaire par rapport aux juridictions nationales.

28- Incrire dans le marbre constitutionnel la limitation à deux des mandats présidentiels



Depuis les indépendances, le temps politique semble s'être arrêté en Afrique. Des générations d'Africains sont nées, ont grandi et sont mortes en ayant connu à peine un ou deux chefs d'Etats dans leur pays. Cet immobilisme politique porte une grande responsabilité dans la situation du continent aujourd'hui. Il est dès lors plus que temps de mettre un terme aux présidences à vie qui minent l'essor de l'Afrique.

C'est pourquoi la limitation à deux termes des mandats présidentiels (2 mandats de 4 ou 5 ans maximum), doit être scellée dans le marbre constitutionnel de chaque Etat africain comme une norme absolue, intangible, non susceptible de modification. Elle doit également être inscrite dans la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance. Ceci favorisera l'émergence de gouvernements responsables devant les peuples, garant avant tout des intérêts nationaux et non étrangers, et soucieux de respecter les droits humains. Il en résultera une plus grande autonomie des dirigeants africains qui pourront alors plus aisément développer les synergies régionales et continentales indispensables pour réaliser leur projet commun d'émergence.

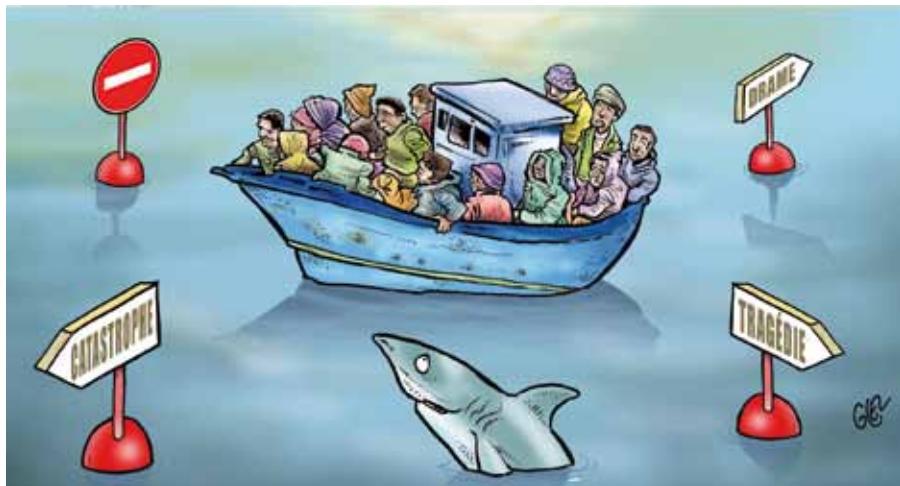
29- Changer de paradigme politique, de la pyramide au réseau

La gouvernance sur le continent reste généralement marquée par une forte concentration du pouvoir au niveau de quelques membres de l'exécutif, conséquence d'une verticalité stricte du mode de gouvernement. Or la diversité des situations sociales, culturelles, politiques, économiques, l'essor récent des partenaires sociaux et de la société civile, suggèrent de passer de ce mode pyramidal ou vertical de gouvernement à un mode en réseau, plus horizontal et plus inclusif. Il en résulte la nécessité de développer des politiques de proximité, l'idée étant de réduire le fossé entre les gouvernants et les gouvernés. Il importe dans ce sens de créer des cadres de démocratie participative, afin de renforcer la légitimité des dirigeants et leur responsabilité devant les citoyens. L'idée de décentralisation doit dans ce cadre être davantage prise au sérieux et mise en œuvre. A l'heure de l'émergence, les décentralisations cosmétiques ne sont plus de mise. Il faut un développement équitable ou équilibré entre zones urbaines et zones rurales. Cela oblige également à développer davantage de partenariats et de collaboration entre secteur public et secteur privé, entre l'Etat et les citoyens.

30- Développer davantage des projets intégrateurs et transfrontaliers

Les projets intégrateurs doivent concerner prioritairement des domaines tels que la santé, la formation, les transports, l'énergie, etc. Les projets transfrontaliers ont l'avantage de mutualiser les efforts et donc d'augmenter les opportunités et les gains. Mais surtout, ils renforcent les liens d'interdépendance et consolident la paix. C'est à ce prix que l'Europe (Union européenne) est parvenue, depuis 1945, à expulser de son sol les guerres récurrentes dont elle a longtemps souffert.

31- Créer des programmes et mécanismes de gestion de la mobilité et des migrations Sud-Sud et Sud-Nord



« Les drames de l'immigration » qui alimentent quotidiennement l'actualité internationale mettent en exergue la nécessité de gérer au mieux les flux migratoires africains, et surtout de neutraliser les causes des migrations clandestines et risquées. De l'avis de plusieurs experts, au regard du développement des transports et de l'interdépendance sans cesse croissante au plan global, le plus grand défi de notre siècle est celui de la mobilité, tant des hommes que des ressources et des capitaux. L'Afrique ne saurait, comme c'est le cas jusqu'ici, se résigner à subir les politiques migratoires des autres. Elle doit, de manière concertée, prendre le problème à bras le corps et proposer des solutions qui s'attaquent aux racines même du phénomène migratoire.

32- Capitaliser et valoriser pleinement le dividende démographique

Si l'on s'accorde à reconnaître que l'atout majeur dont dispose l'Afrique aujourd'hui ce sont ses ressources naturelles, force est de noter que l'un des atouts typiquement africain est sa démographie, avec une jeunesse estimée à 65% de la population. C'est le continent le plus jeune du monde. Un septième (1/7^e) des jeunes dans le monde est africain, et dans 35 ans, 25% de la population mondiale sera africaine. Il faut donc mettre en place des politiques et des mécanismes pour que la croissance démographique s'accompagne d'une croissance économique

proportionnelle et d'une redistribution équitable des fruits de cette croissance. A cet égard, le problème de formation et d'emploi de cette jeunesse dynamique doit être considéré au plus haut niveau comme une question de sécurité nationale et continentale. Car il n'y a rien de plus explosif et déstabilisateur qu'une jeunesse désœuvrée et sans espoir. Elle devient vite, l'actualité le prouve, une proie facile pour les innombrables gourous, seigneurs de guerre et autres recruteurs jihadistes qui sévissent sur le continent.

33- Développer véritables programmes de lutte contre la pauvreté

Il convient de restaurer autant que possible l'Etat social que les programmes d'ajustement structurel avaient démantelé. Les domaines de la santé et de la formation doivent à cet égard être prioritaires. Il importe également de créer des mécanismes d'aide pour les jeunes diplômés qui veulent développer des activités. Ceci favorisera à terme l'émergence d'une classe moyenne qui fait tant défaut au continent, en raison de l'hostilité classique des régimes forts par rapport à cette classe réputée contestataire et susceptible de faire basculer tout pouvoir.

34- Crée un fonds au niveau des régions et au besoin au plan continental, destiné à la gestion et à la prévention des catastrophes naturelles et des épidémies



Face la multitude des catastrophes naturelles et des épidémies qui sévissent de manière récurrente sur le continent, il importe de créer ce fonds de solidarité destiné à prévenir et gérer ces phénomènes imprévisibles. Un continent qui se

prend au sérieux et nourrit l'ambition d'être émergent ne saurait avoir pour seule recours face aux imprévus la main tendue vers l'extérieur ou des aides a minima et non coordonnées.

35- Mettre sur pied des stratégies et des mécanismes d'appui à la compréhension et la vulgarisation de l'émergence

Chaque Etat africain ou presque a aujourd'hui son programme ou son agenda d'émergence. L'Union africaine s'y est également mise à travers son agenda 2063. Mais en réalité, jusqu'à ce jour, le thème de l'émergence diffère peu des nombreux slogans et idéologies sans lendemain qui jalonnent l'histoire de notre continent. Pour éviter une telle destinée au projet d'émergence qui alimente l'actualité africaine, il importe de développer de véritables stratégies de vulgarisation y afférentes. Car il ne suffit pas de parler d'émergence dans les médias, encore faut-il que les populations s'approprient ce projet, avec ses exigences et ses modalités, de manière à en faire le levier ou le repère de leur agir quotidien. Une communication de proximité, au besoin en langues nationales, s'avère à cet égard indispensable. Il en est de même d'une réflexion fondamentale qui doit accompagner, de manière structurelle, la dynamique de pré-émergence actuelle sur les plans social, culturel et politique.

36- Apporter un soutien public ou développer des partenariats publics-privés indiqués en vue de créer des médias panafricains forts, qui défendent nos visions et intérêts, soignent l'image du continent et améliorent son attractivité

Il est inadmissible que sur les 30 milliards de dollars que dépensent les Etats africains chaque année pour la communication, 90% soit affectés aux médias non africains. Pour quel résultat ? 90% des sujets traités dans les médias internationaux sur l'Afrique sont à connotation négative. Pourquoi dès lors payer un tel prix ? Ce rapport doit donc impérativement être inversé, en sorte que 90% des budgets de communication de nos Etats soient dépensés sur le continent au profit de l'émergence de médias locaux forts. Ce n'est pas aux autres que revient la priorité de communiquer sur l'Afrique. C'est aux Africains de soigner d'abord leur image, personne ne pourrait le faire mieux qu'eux. Et dans un environnement global concurrentiel, marqué par la logique darwinienne qui veut que l'espèce qui ne compétit pas disparaît, nul ne fera la promotion de l'autre (de l'Afrique) si cela nuit à ses propres intérêts. Il importe de ne pas se tromper, là aussi, d'alliés.

37- Rééquilibrer les accords de coopération

Les accords de coopération signés au lendemain des indépendances par de nombreux pays africains demeurent assez déséquilibrés, en ce sens qu'ils font encore des ex-colonies des chasses gardées des ex-puissances coloniales, du moins dans certains secteurs économiques et politiques sensibles. On pense ici à l'exploitation de certaines ressources dans des pays africains, réservée à quelques puissances sous peine de coups d'Etat ou d'interminables guerres civiles financées de l'extérieur. On pense aussi à ces accords de coopération politique, militaire, économique, monétaire et financière entre certaines anciennes colonies et la France, qui demeurent encore dans l'esprit de 1960. Ces accords doivent être, pour certains, dénoncés comme des accords ou traités inégaux, comme le firent jadis les Chinois, et pour d'autres, rééquilibrés afin de garantir les intérêts des deux parties. Une telle démarche ne peut cependant être que collective pour produire pleinement ses effets émancipateurs. Mais là aussi, le démon de la division est à exorciser entre les Etats africains, au risque de ne jamais pouvoir réaliser leur vœux d'émergence.



38- Renégocier les termes de l'échange

Il n'est pas normal que l'Afrique détiennent les matières premières, mais que leurs prix soient fixés ailleurs, sans eux et contre eux. Le tort revient en grande partie aux Etats africains eux-mêmes qui peinent à faire front commun pour peser sur les prix. Ils doivent impérativement s'y mettre, à la lumière des pays producteurs de pétrole qui, à travers l'OPEP, pèsent de manière significative sur les cours du pétrole. Mais pour y parvenir de manière plus efficace encore, il faut inlassablement le redire, les Etats africains doivent davantage diversifier leurs productions et les orienter tout aussi massivement vers leurs propres marchés, de manière à réduire leur dépendance vis-à-vis des autres marchés. C'est sur cette base seulement, c'est-à-dire l'unité politique et la diversification de la production en direction du marché intérieur, que l'Afrique pourra, en attendant de pouvoir les transformer elle-même, et à défaut de pouvoir directement en fixer les prix, renégocier en position de force les termes et modalités d'échange de ses matières premières.

**Au plan socio-culturel
et scientifique**



39- Replacer la culture à la base du processus d'émergence de l'Afrique

Entendue comme l'ensemble des savoirs, des manières d'être et de faire qui structurent la vie et l'identité d'un peuple, la culture est par définition le creuset, la matrice de tout véritable processus d'émancipation. Il ne saurait par conséquent y avoir d'authentique émergence si celle-ci se veut une simple réplique ou importation des schèmes de développement expérimentés ailleurs. Tout développement durable s'appuie sur un sol culturel endogène et solide, au risque d'apparaître comme un château construit sur du sable. L'Afrique ne saurait l'ignorer. Aussi importe-t-il de remettre la dimension culturelle au cœur de la réflexion fondamentale qui doit soutenir la dynamique de pré-émergence en cours sur le continent. Les ministères de la culture et autres institutions chargées de questions culturelles des Etats africains ont à cet égard une responsabilité primordiale.

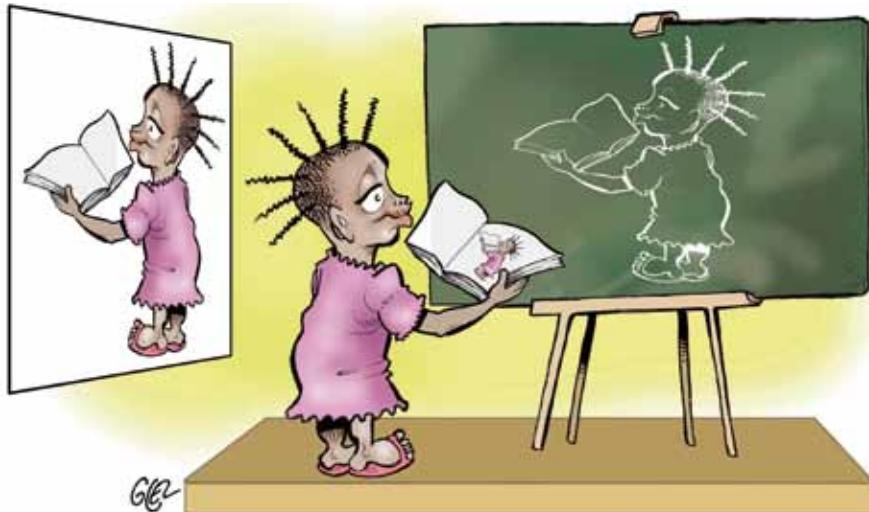
40- Revaloriser le savoir

Des générations d'Africains nées après les indépendances ont connu cette terrible mutation où, progressivement, le pouvoir et l'argent ont pris le dessus sur le savoir en Afrique. Elles ont connu cette époque où le fait d'accéder à l'université était un gage d'ascension sociale, où le fait de posséder une carte d'étudiant conférait un prestige qu'enviait même le riche commerçant non diplômé de la communauté. On en est bien loin aujourd'hui. Cette terrible mutation ou dégradation est le fruit du chômage massif et chronique des diplômés africains, contraints à la débrouille, à l'exil à leurs risques et périls, ou encore à de multiples compromissions pour accéder à des fonctions et postes où ils peuvent s'enrichir et avoir un pouvoir certain. Or lorsque le savoir est à ce point dévalorisé dans une société, c'est l'avenir même qui est littéralement obscurci. La remise à l'honneur du savoir s'impose dès lors pour repenser et réorienter authentiquement l'avenir et l'émergence du continent. La pensée de l'émergence la précède, l'inverse est impossible.

41-Adapter les formations aux besoins locaux

L'Afrique a la matière grise et les matières premières. Il faut donc que la formation et les programmes orientent la première vers la mise en valeur des secondes, car l'importation des compétences coûte trop cher. Il faut, autant que possible, qu'une formation corresponde à un métier localement accessible et socialement utile. 80% des jeunes sont aujourd'hui inemployables, ils ont des diplômes qui ne rencontrent pas de demande sur le marché local de l'emploi. Cela ne peut continuer, ce n'est pas ainsi qu'on sème les fermentes scientifiques et techniques de l'émergence africaine. Il est donc impératif de développer au maximum, et de manière structurelle, les synergies entre les écoles de formation, l'université et les entreprises (le monde professionnel).

42- « Endogénéiser » les programmes scolaires et académiques



Il s'agit ici d'accorder une place prépondérante à l'apprentissage des humanités africaines, notre histoire, avec ses hauts et ses bas, nos civilisations et leurs heures de gloire, nos savoirs, nos visions du monde, nos langues, nos manières d'être et de faire, etc. que la colonisation a dévalorisées. L'objectif est de restaurer à la fois l'être-africain et la fierté d'être africain, d'apprendre à nos jeunes que l'Afrique a eu son heure de gloire, que son histoire ne commence pas avec sa domination, qu'au regard de l'Histoire de l'humanité, cette domination a vocation à n'être qu'une triste parenthèse, pour autant que l'Africain retrouve l'estime de soi et la volonté de rebondir. La connaissance de l'histoire et du passé glorieux de l'Afrique a ainsi pour objectif de décomplexer les consciences et désaliéner les savoirs acquis sur le continent, de libérer des énergies créatrices jusque-là retenues captives d'une image dégradée et défaitiste de soi, d'un afro-pessimisme mal informé. Un accent particulier doit être mis sur l'apprentissage des langues africaines menacées de disparition en raison de leur inexorable délaissement. Un peuple sans langue est un peuple sans repère et sans point d'appui pour émerger.

43- Combattre l'exode des cerveaux et promouvoir la mobilité professionnelle

Le « *brain drain* » entraîne une perte énorme pour le continent. C'est d'ailleurs un fléau qui va en s'aggravant au regard des programmes d'immigration choisie qui se

développent ailleurs. Jadis, l'Afrique fut privée de ses bras les plus forts, aujourd'hui c'est de ses têtes les mieux faites qu'elle se laisse dépointer. Elle doit se donner les moyens, au niveau régional et continental, d'enrayer cette nouvelle hémorragie. Il faut en outre créer des cadres et programmes pour développer avec les diasporas des synergies aux plans scientifique et technique, de manière à organiser de véritables transferts de technologie, et de récupérer ainsi tout ou partie de l'investissement consenti pour leurs formations. Ceci est d'autant plus précieux qu'il y a plus de cadres africains à l'extérieur qu'à l'intérieur du continent. Il faudra y consacrer l'investissement financier nécessaire qui, à moyen et long termes, s'avérera moins ruineux que l'importation des cerveaux dans laquelle semble se vautrer bon nombre de pays africains.

44- Créer de véritables centres d'excellence scientifique et technique au niveau régional ou continental

L'université panafricaine, qui en 2014 a connu ses premiers diplômés, a vocation à répondre à cette ambition, à travers les pôles d'excellence scientifique et technique qu'elle a mis sur pieds dans les différentes régions du continent. Mais le véritable problème est que l'investissement des Etats africains n'est pas à la hauteur de l'ambition émancipatrice de ces pôles d'excellence. Ils sont pour l'essentiel financés de l'extérieur, ce qui réduit la marge d'autonomie en termes de programmes et d'objectifs de recherche. Il est illusoire de penser que les laboratoires de notre émancipation puissent être financés par ceux qui voient en nous de potentiels concurrents. Les Africains doivent par conséquent reprendre la main et hisser leur implication financière dans ces pôles à la hauteur de leur projet d'émergence. Sinon, en l'état actuel, ils demeureront à la fois des laboratoires où s'entretient et se creuse l'écart entre les pays qui financent ces pôles et nous, et un réservoir de cerveaux destinés à l'exode.

45- Créer des prix scientifiques et littéraires pour stimuler la recherche

Dans un continent qui a tant besoin d'innovation, de création, de développement technique et scientifique pour aborder le virage de l'industrialisation et de l'émergence, la création des prix sera une initiative salutaire. Elle peut, ici également, faire l'objet de partenariats, au niveau régional de préférence, puis continental après, pour alimenter l'émulation. La création des *Rebranding Africa Awards* décernés le 18 octobre 2014 à des Africains méritants par le Magazine *Notre Afrik*, à l'occasion du *Rebranding Africa Forum*, va dans ce sens. C'est aux Africains eux-mêmes de se mobiliser pour trouver les catalyseurs de leur émergence.

46- Mutualiser les moyens et les compétences pour créer, aux plans régional et continental, des institutions médicales et paramédicales de pointe

De manière récurrente, l'Afrique est minée par des épidémies auxquelles elle se révèle incapable de faire face, en témoigne la fièvre Ebola qui a sévi terriblement dans trois pays africains, sans parler d'autres maladies endémiques comme le paludisme ou encore le sida, qui font chaque année d'innombrables victimes. Il est donc urgent que les Etats africains mutualisent leurs efforts et nouent les partenariats indiqués pour répondre aux défis sanitaires qui sont les leurs, en investissant dans la création des laboratoires de recherche et d'institutions de santé de haut niveau, à la hauteur de leur projet d'émergence. La création d'un fonds de la recherche aux plans régional et continental s'avère ici indispensable.

47-Investir dans le développement et la vulgarisation des Technologies de l'information et de la communication (TIC)

A défaut ou en attendant de pouvoir équiper systématiquement les bibliothèques des dernières publications scientifiques, les Etats africains doivent investir dans le développement et la vulgarisation des TIC. Les experts s'accordent à reconnaître qu'une vulgarisation de ces outils favoriserait la recherche, l'innovation et la création, comme on le voit dans tous les autres continents. Ici également des synergies et des partenariats sont requis, il faut sortir des logiques nombrilistes qui sont sans avenir dans un monde inexorablement globalisé et concurrentiel.



48- Combattre le tribalisme ou l'ethnisme et promouvoir la culture citoyenne

Tous les Etats africains, à des degrés divers, sont pluriethniques. A ce titre, ils sont tous exposés au risque de tribalisme ou d'éthnisme, dont la plus extrême dérive est le génocide. Aucun d'entre eux n'étant *a priori* à l'abri d'une telle dérive, il importe que chaque Etat africain combatte activement ce fléau et tout ce dont il se nourrit, confiscation du pouvoir et/ou des richesses par une ethnie ou un clan, discrimination de certaines ethnies ou minorités, délaissage économique de certaines régions, etc. qui minent le développement du continent. Il n'est certes pas question de nier le fait

ethnique ou tribal, bien au contraire, il s'agit de le prendre suffisamment au sérieux pour promouvoir la citoyenneté comme seul vecteur ou fondement d'une convivialité sociale qui transcende les appartenances ethniques. Parce qu'elle définit l'appartenance à un même Etat, la citoyenneté confère des droits et des devoirs égaux à tous, liberté, égalité, respect de la dignité, intégrité, etc., toutes choses qui ont vocation à contenir ou à combattre les tendances centrifuges et parfois meurtrières de l'ethnisme.

49-Re-enchanter idéologiquement le continent

Depuis l'idéologie indépendantiste qui a jadis enchanté les peuples africains et la disparition des grands leaders panafricains comme Cheikh Anta Diop, Kwame Nkrumah, Patrice Lumumba, Thomas Sankara, etc., l'Afrique semble être plongée dans un véritable désert idéologique. A cet égard, l'émergence passe encore aujourd'hui davantage pour un de ces nombreux slogans sans lendemain qui jalonnent l'histoire de notre continent. Or pour mobiliser les peuples, il faut des idées fortes, des idéologies percutantes. Il y a là une responsabilité profonde des intellectuels africains et de la société civile. En l'occurrence, le projet d'émergence du continent requiert des synergies profondes à l'échelle régionale et continentale qui ne seront possibles sans la renaissance du panafricanisme. Seule la promotion de l'idéologie panafricaine permettra en effet aux peuples africains d'appuyer ou d'accompagner les abandons de souveraineté nationale que requiert le projet d'émergence du continent aux plans politique, économique, juridique, culturelle, etc. Il n'y aura donc pas d'émergence africaine sans une conscience et une dynamique aiguës de l'appartenance au même continent, que seule nourrit l'idéologie panafricaine.

50- Promouvoir une culture de l'émergence

L'émergence ne saurait se réduire à une accumulation de transformations économiques, matérielles et de nouvelles infrastructures. Il faut, pour les préparer et les accompagner sur la durée, que les manières d'être et de faire, les comportements et les attitudes se hissent à la hauteur des investissements matériels ou financiers consentis. Il ne sert ainsi à rien de construire des infrastructures ultramodernes, si les personnes destinées à les utiliser et à les entretenir n'élèvent pas leurs comportements au niveau de ces réalisations. Sinon, comme c'est souvent le cas, quelques années seulement après la construction de ces infrastructures, elles sombreront dans un délabrement progressif jusqu'à leur désagrégation ou destruction totale, faute d'entretien ou en raison d'une mauvaise gestion. Pour émerger, il faut d'abord cultiver chez les citoyens des attitudes, des manières d'être, de faire, des mentalités adaptées, bref, une culture de l'émergence, à travers des programmes de sensibilisation appropriés et ciblés, mais aussi et surtout, en prêchant par l'exemple, depuis le plus haut sommet de l'Etat...

Note finale/Conclusion

Loin d'être exhaustives, les cinquante idées de l'émergence africaine ici reprises en appellent à l'évidence d'autres, l'émergence n'étant pas un objectif en soi, mais une étape dans le processus de renaissance du continent africain. Elles se veulent cependant des poteaux indicateurs et incontournables sur la voie à suivre par les Africains pour parvenir à l'émergence. L'unité politique, le saut industriel, le sursaut économique, la revalorisation du savoir, l'innovation technique et scientifique, l'enracinement culturel et linguistique, la fierté et l'estime de soi, à la lumière d'une authentique connaissance de soi et de son histoire, la bonne gouvernance, la démocratie, le respect des droits individuels, la dignité et l'intégrité morale, la lutte contre l'ethnisme ou le tribalisme, la conversion des mentalités et des manières d'être et de faire, etc., autant de défis et de chantiers qui nous rappellent que l'émergence ne se décrète pas à coup de slogans et d'incantations verbales, qu'elle est un processus multidimensionnel et collectif, et qu'elle est avant et après tout l'affaire des africains eux-mêmes.

En conséquence, elle invite chaque Africain, à quelque niveau qu'il soit, à mettre la main à la pâte. Pour que la dynamique d'émergence devienne une réalité collective sur le continent, elle devra nécessairement commencer par être une aspiration de chaque Africain, avec tout ce que cela appelle en termes de renoncements, de conversions et d'abnégation. C'est à ce prix seulement que le 21^e siècle sera, comme nous l'espérons tous, celui du continent africain, d'une Afrique émergente et inexorablement en marche vers sa renaissance.

La deuxième édition du *Rebranding Africa Forum*, prévue du 16 au 18 octobre 2015, autour du thème « Investir en Afrique, entreprendre pour l'Afrique », s'inscrit résolument dans cette dynamique de renaissance. Un rendez-vous à ne manquer donc sous aucun prétexte, en vue d'un réveil africain qui, il faut le redire, ne sera collectif qu'à condition d'être d'abord individuel.

L'édition 2014 en images



ÉDITEUR : SAMORI MEDIA CONNECTION

REBRANDING AFRICA  **FORUM**